



**Mémoire écrit pour les consultations pré budgétaires
en vue du prochain budget fédéral**

Soumis par : Mobilité Électrique Canada – Electric Mobility Canada

Le 7 août 2020

**Personne-ressource : Daniel Breton
Président et directeur général
info@emc-mec.ca
<https://emc-mec.ca>**

Dix (10) recommandations d'Electric Mobility Canada – Mobilité Électrique Canada en vue du prochain budget fédéral.

Nous recommandons que le gouvernement du Canada :

1. Soutienne l'industrie manufacturière et les concessionnaires de véhicules zéro émission (VZE) du Canada en incitant les consommateurs et les gestionnaires de flottes de véhicules à acheter des véhicules électriques dans toutes les catégories de véhicules
2. Incite tous les Canadiens à acheter un véhicule zéro émission avec un incitatif pour les VZÉ d'occasion
3. S'engage à respecter les cibles VZÉ du Canada avec des mesures réglementaires
4. Fixe et finance des objectifs plus élevés sur 1 et 5 ans pour le déploiement de stations de recharge pour les VZÉ
5. Accroisse considérablement l'électrification des flottes du gouvernement et des sociétés d'État
6. Appuie l'électrification des flottes du gouvernement et des sociétés d'État en fournissant des infrastructures de recharge
7. Précommande ou achète en lots des véhicules de transport en commun électriques et des autobus scolaires électriques
8. Élargisse le financement des programmes de formation pour VZÉ
9. Supporte la mission de MÉC
10. Fournisse une garantie de prêt fédérale de quatre ans pour les VZE

À propos d'Electric Mobility Canada / Mobilité Électrique Canada (EMC/MÉC)

MÉC est un organisme national sans but lucratif qui se consacre exclusivement à l'avancement de la mobilité électrique en tant qu'occasion stimulante et prometteuse pour lutter contre les changements climatiques tout en stimulant et soutenant l'économie canadienne.

La mission de MÉC est donc d'accélérer stratégiquement la transition vers la mobilité électrique à travers le Canada.

Fondée en 2006, MÉC est l'une des toutes premières associations vouées à la mobilité électrique au monde et représente plus de 200 organisations qui travaillent à l'électrification des transports à travers le Canada. Les membres représentant plus de 50 milliards de dollars de revenus par année comprennent des fabricants de véhicules, des fournisseurs d'électricité, des fabricants d'infrastructures de recharge, des fournisseurs de réseaux de recharge, des gestionnaires de flottes, des syndicats, des villes, des universités, des ONG et des associations de propriétaires de véhicules électriques.

Recommandation #1 : Soutenir l'industrie manufacturière et les concessionnaires de véhicules zéro émission (VZÉ) du Canada en incitant les consommateurs et les gestionnaires de flottes de véhicules à acheter des véhicules électriques dans toutes les catégories de véhicules

- **Autobus de transport en commun:** Financer 85 % du coût total des autobus de transport en commun électriques pour soutenir les organismes de transport en commun confrontés à une baisse abrupte de leurs revenus. MÉC suggère de considérer l'utilisation du Fonds pour dommages à l'environnement comme une source possible de financement.
- **Autobus scolaires :** Financer 85 % de l'écart de prix entre un autobus scolaire électrique et un autobus scolaire à combustibles fossiles pour favoriser des trajets plus propres pour les élèves et l'industrie canadienne de la fabrication d'autobus.
- **Véhicules moyens et lourds:** Financer 85 % de l'écart de prix entre un véhicule moyen ou un véhicule lourd à émission zéro pour une utilisation commerciale par rapport à un véhicule à combustible fossile équivalent.

- **Véhicules de tourisme:** Attirer plus de Canadiens vers l'achat de VZÉ en augmentant le seuil de PDSF de base pour le programme iZEV pour les camionnettes et VUS/minifourgonnettes de véhicules légers admissibles, en le faisant passer de 45 000 \$ (avec un plafond de 54 999 \$ pour les versions à prix plus élevés) à un nouveau prix de 60 000 \$ (avec un plafond de 69 999 \$) pour soutenir l'arrivée de camionnettes et de VUS électriques, qui auront un PDSF plus élevé que les petits véhicules légers. (Le seuil pour la voiture berline pourrait rester aux niveaux actuels). Cela contribuera à accroître l'équité régionale et l'accès des personnes qui ont besoin de ces véhicules plus grands pour leur travail et/ou leur contexte local.
- **Véhicules électriques à basse vitesse, hors route et micro-électriques :**
Offrir un incitatif allant jusqu'à 2 000 \$ pour les véhicules à basse vitesse, hors route et micro-électrique (p. ex. motoneiges, véhicules de déneigement, motomarines, tondeuses, microvoitures, micro-camions, petits tracteurs, vélos électriques, scooters électriques, etc.) pour soutenir une meilleure qualité de l'air en régions rurales et les fabricants émergents du Canada.
- **Offrir un incitatif de type « on rachète ton tacot / Adieu bazou » :** Un programme d'échange pour le retrait de véhicules à combustibles fossiles peut être un outil de stimulation utile pour rétablir l'achat de véhicules. Nous croyons que tous les programmes de ce genre doivent être axés sur les objectifs climatiques à long terme du Canada, ce qui signifie que les fonds ne devraient être disponibles que pour l'achat de VZÉ neufs ou d'occasion, de laissez-passer de transport en commun ou de modes de transport actif (p. ex. vélos ou vélos électriques).
- **Mettre en œuvre une exemption G/HST pour les VZÉ neufs et usagés** afin de favoriser un accès équitable aux avantages de la conduite électrique.

Impacts de stimulus (estimé)

Budget pour 2021-2022 : 727 millions de dollars

Statut : politiques existantes et nouvelles

Emplois: 5 900

Avantage économique : 1,15 milliard de dollars

Recommandation #2 : Inciter tous les Canadiens à acheter un véhicule électrique avec un incitatif pour les VZÉ d'occasion

Offrir à tous les Canadiens l'accès aux avantages sanitaires et économiques du transport électrifié en établissant un incitatif pour VZÉ usagé pouvant aller jusqu'à 2 000 \$ tel qu'énoncé dans la lettre de mandat du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Nous recommandons que ce programme soit disponible en combinaison avec n'importe quel programme d'échange pour le retrait des véhicules à moteur à combustion interne.

Lorsqu'il est acheté, un VZÉ d'occasion peut déplacer l'achat d'un véhicule à moteur à combustion interne, ce qui contribue à accroître l'utilisation globale des VZÉ. Cet incitatif aidera également un plus grand nombre de Canadiens de tous les milieux économiques à réduire les émissions de GES et contribuera à faire en sorte que les incitatifs et les VZÉ à moindre coût soient répartis équitablement entre tous les Canadiens.

Impacts de stimulus (estimé)

Budget pour 2021-2022 : 8 millions de dollars

Statut : nouveau programme

Emplois: 40

Avantage économique : 12 millions de dollars

Recommandation #3 : S'engager à respecter les cibles de VZÉ du Canada avec des mesures réglementaires

Le Canada s'est fixé des objectifs ambitieux mais réalisables pour les ventes de VZÉ en 2025 (10 %), 2030 (30 %) et 2040 (100 %). Pour atteindre ces objectifs, il faut des mesures qui appuient l'achat de VZÉ par les consommateurs et les parcs de véhicules ainsi que des mesures qui augmentent l'offre de VZE partout au Canada. Cela ne peut être réalisé qu'avec des mesures réglementaires qui établissent des signaux à court et à long terme pour les fournisseurs et les investisseurs, en particulier un mandat fédéral d'approvisionnement en véhicules conforme aux objectifs du Canada en matière de VZÉ, et des normes d'émission des véhicules alignées sur la Californie ou la Colombie-Britannique. Nous recommandons également au gouvernement du Canada d'adopter une norme

VZÉ pour les véhicules lourds inspirée par le nouveau règlement californien afin d'aider à atteindre l'engagement du Canada envers l'initiative « Drive to Zero ».

Recommandation #4 : Fixer et financer des objectifs plus élevés sur 1 et 5 ans pour le déploiement de stations de recharge VÉ

Le leadership de Ressources naturelles Canada en matière de programmes de déploiement de stations de recharge est fondamental pour notre industrie et joue un rôle clé dans l'alignement des politiques gouvernementales et l'encouragement des investissements du secteur privé. Nous recommandons d'élargir les objectifs du Programme d'Infrastructures pour les Véhicules à Émission Zéro (PIVEZ) et de l'Initiative pour le déploiement d'infrastructures pour les véhicules électriques et les carburants de remplacement et d'établir des objectifs précis pour chaque cas d'utilisation couvert par ces programmes pour le prochain exercice financier (2021-2022) et les cinq prochaines années :

Cas d'utilisation de l'infrastructure pour VZÉ	Cible de déploiement de stations de recharge	
	5 ans	Exercice 21/22
Stations de recharge rapide publiques au-delà des engagements antérieurs	5,000	1,500
Infrastructures de recharge pour véhicules légers (public, lieu de travail, multifamilial)	30,000	10,000
Infrastructures de recharge pour les flottes de véhicules (léger/moyen/lourd)	5,000	750

Infrastructures de recharge pour les autobus urbains	5,000	750
---	--------------	------------

S'il y a une faible couverture dans certains secteurs mal desservis ou par types de déploiement, nous suggérons à Ressources naturelles Canada d'augmenter les pourcentages de financement ou par plafond de chargeur dans ces régions jusqu'à ce que la couverture soit adéquate (p. ex. prairies et régions rurales). Une approche semblable peut être requise pour des cas d'utilisation spécifiques (p. ex. parcs de transport en commun, de transport moyen ou de poids lourds). Nous recommandons d'envisager de fournir un paiement initial pour un partenariat de livraison pour fournir du financement dans le cadre de PIVEZ ou de l'Initiative pour le déploiement d'infrastructures pour les véhicules électriques et les carburants de remplacement.

Impacts de stimulus (estimé)

Budget pour 2021-2022 : 250,5 millions de dollars

Mesures : élargissement des politiques existantes

Emplois: 2 115

Avantage économique : 262,5 millions de dollars

Stations de recharge VZE 2021-2022:13 000

Recommandation #5 : Accroître considérablement l'électrification des flottes du gouvernement et des sociétés d'État

- Fixer des objectifs de 100 % VZE pour les nouveaux achats de véhicules de flotte du gouvernement administratif non modifiés à partir de l'année financière 2023, dans la mesure du possible ;
- Exiger l'approbation ministérielle pour l'achat de véhicules légers non-VZE, y compris pour l'achat de véhicules légers sans options VZE ;

- Encourager les sociétés d'État à fixer et à atteindre des objectifs ambitieux pour l'électrification de la flotte ;
- Veiller à ce que les sociétés d'État soient admissibles aux mêmes programmes qui appuient l'adoption et le déploiement des stations de recharge VZE que les entreprises privées (pour toutes les catégories de véhicules, des véhicules légers aux véhicules lourds), les équipements routiers et maritimes et aéronautiques, etc. ;
- Exiger que les achats de véhicules neufs comprennent les calculs du coût total de propriété (CTP) qui reflètent les économies de coûts et les réductions d'émissions de la conduite électrique.

Recommandation #6 : Appuyer l'électrification des flottes du gouvernement et des sociétés d'État en fournissant des infrastructures de recharge

Le Canada et ses sociétés d'État sont d'importants propriétaires et occupants de stationnements partout au Canada, ce qui représente une occasion énorme de réduire les émissions de gaz à effet de serre opérationnelles et de soutenir les économies de coûts à long terme.

- Installer 3 000 chargeurs de véhicules électriques de niveau 2 et de DCFC (niveau 3) dans les stationnements appartenant au gouvernement fédéral (y compris les sociétés d'État) au cours des exercices 2021-2022 et 2022-2023 pour les flottes, les employés et les visiteurs ;
- Exiger que tous les bâtiments neufs ou rénovés appartenant au gouvernement fédéral ou loués soient prêts pour l'utilisation de VZÉ pour les flottes, les employés et les visiteurs, et envisager des occasions d'aider à fournir une flotte combinée et des stations de recharges publiques (où c'est possible) ; et
- Mettre au point un mécanisme de financement (direct ou indirect par l'entremise de Ressources naturelles Canada) pour permettre aux sociétés d'État d'installer des infrastructures de recharge pour VZÉ.

Impacts de stimulus (estimés) de l'électrification des véhicules légers + installation des infrastructures de recharge

Budget pour 2021-2022 : 40 millions de dollars

État : programme existant

Emplois: 1 600

Avantage économique : 187 millions de dollars

Recommandation #7 : Précommander ou acheter en lots des véhicules de transport en commun électriques et des autobus scolaires électriques

Appuyer les entreprises manufacturières canadiennes d'autobus de transport en commun électriques et d'autobus scolaires électriques afin d'établir un inventaire de véhicules disponibles et de poursuivre la production pendant tout ralentissement causé par la COVID-19. Envisager la mise en œuvre rapide d'une entente gouvernementale sur l'approvisionnement en lots, diriger les achats fédéraux et/ou collaborer avec les provinces et les municipalités pour appuyer l'entrée immédiate des commandes pour la reprise de la fabrication, aidant les villes, les municipalités et d'autres administrations à céder plus rapidement leur parc pendant que l'achalandage du transport en commun est faible. Les précommandes du gouvernement fédéral permettraient aux municipalités (qui reçoivent déjà un financement fédéral) de prendre en charge les ordonnances lorsqu'elles en sont en mesure de le faire. Sinon, envisager une structure d'achat/location.

Budget pour 2021-2022 : 50 millions de dollars

Recommandation #8 : Élargir le financement des programmes de formation pour VZÉ

L'éducation demeure un obstacle majeur à l'adoption des VZÉ. Afin d'aider les consommateurs ainsi que les travailleurs actuels et futurs à faire la transition vers l'électrification des transports, nous proposons que le gouvernement fédéral finance Mobilité électrique Canada, en collaboration avec Plug'n Drive, l'AVÉQ et d'autres partenaires régionaux pour coordonner et/ou offrir différents niveaux de formation bilingue :

- 1.) Pour les consommateurs :
 - Formation de base sur la compréhension, l'utilisation des VZÉ et les infrastructures de recharge sur une base quotidienne

- 2.) Pour les travailleurs actuels et futurs de l'industrie (y compris les vendeurs, les électriciens, les mécaniciens, les gestionnaires de flottes, etc.) une formation avancée avec des sessions pratiques pour:
 - Les véhicules légers
 - Les véhicules moyens et lourds
 - Les infrastructures de recharge
 - L'installation électrique et mécanique
 - La gestion de parc de véhicules électriques
 - Les infrastructure de recharge pour les flottes de véhicules

Budget: 2 millions de dollars pour 2021-2022

Recommandation #9 : Supporter la mission de MÉC

Mobilité Électrique Canada, en tant qu'ONG dédiée à l'électrification des transports, peut utiliser le soutien du gouvernement pour aider sa mission :

1. Recherche et rapports : 1,3 million de dollars
2. Éducation, ateliers et conférences: 200 000 \$
3. Réseautage et collaboration internationale: 200 000 \$
4. Mission/employés : 300 000 \$

Budget: 2 millions de dollars pour 2021-2022

Recommandation #10 : Fournir une garantie fédérale de quatre ans pour les prêts VZE

Même avec la disponibilité de généreux incitatifs à l'achat pour les VZÉ, les consommateurs sont souvent dissuadés d'acheter en raison de leurs coûts de financement relativement élevés. L'absence de données historiques sur la dépréciation des VZÉ incite les banques à utiliser les hypothèses actuarielles les plus pessimistes concernant leur valeur résiduelle, ce qui conduit à des taux de financement nettement plus élevés que ceux des véhicules à combustible fossile équivalents.

Une garantie fédérale pluriannuelle des prêts VZÉ permettrait aux banques de recueillir des données critiques sur leur valeur résiduelle réelle, en fournissant les bases nécessaires pour établir des taux de financement plus compétitifs et en supprimant un autre obstacle clé à l'adoption des VZÉ.